



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 59

## **Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
Madame Lise Bacon  
Ministre des Affaires culturelles**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1987**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet prévoit l'intégration de la Société générale du cinéma du Québec instituée en vertu de la Loi sur le cinéma et de la Société de développement des industries de la culture et des communications. Les fonctions actuellement dévolues aux deux sociétés seront dorénavant exercées par la Société, maintenant désignée sous le nom de Société générale des industries culturelles ou sous le sigle SOGIC.*

*Il détermine la composition du conseil d'administration de SOGIC et l'autorise à accorder de l'aide financière à une entreprise oeuvrant dans l'un des domaines de sa juridiction.*

*Le conseil d'administration de l'Institut québécois du cinéma sera formé de neuf membres provenant exclusivement du milieu des industries culturelles et nommés par le gouvernement. Il accentue le rôle consultatif de l'Institut à l'égard de certains objets.*

*Le projet prévoit également que certains pouvoirs réglementaires qui étaient auparavant attribués à la Régie du cinéma pourront désormais être exercés par le gouvernement.*

## Projet de loi 59

### **Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 9 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) est remplacé par les suivants:

«**9.** Une aide financière peut être accordée au secteur privé du cinéma par la Société générale des industries culturelles visée au troisième alinéa de l'article 1 de la Loi sur la Société générale des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.01) à même les fonds que le gouvernement destine annuellement à ce secteur et suivant le plan d'aide, les programmes et les critères d'attribution de cette aide établis conformément à la présente loi.

À cette fin, la Société a pour fonctions, en matière de cinéma:

1° de reconnaître les œuvres qu'elle indique comme films québécois suivant les normes édictées par règlement du gouvernement;

2° de promouvoir ou d'aider la création cinématographique et la production de films reconnus comme films québécois;

3° de promouvoir ou d'aider la distribution et l'exploitation de films au Québec ainsi que le développement des industries techniques;

4° de promouvoir ou d'aider le cinéma québécois en favorisant sa représentation dans les festivals et autres manifestations cinématographiques et de promouvoir la culture cinématographique au Québec;

5° d'encourager la participation des entreprises de télévision à la production et à la diffusion de films québécois;

6° d'encourager ou d'aider la formation, la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine du cinéma.

«**9.1** La Société, conformément au plan d'aide et aux programmes, administre les fonds que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma et attribue l'aide financière selon l'une des formes prévues à l'article 10.

«**9.2** La Société peut, dans le cadre des programmes, déterminer par règlement la forme des demandes d'aide financière qui lui sont adressées, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner ainsi que les autres conditions que doivent remplir les personnes qui désirent obtenir de l'aide financière. ».

**2.** L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**11.** La Société établit chaque année le plan d'aide financière, les programmes et les critères d'attribution de cette aide qu'elle propose pour l'exercice financier suivant et les soumet à l'approbation du gouvernement. ».

**3.** Les articles 12 et 13 de cette loi sont abrogés.

**4.** L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**14.** Le ministre, à la suite de cette approbation, transmet à la Société les sommes que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma. ».

**5.** L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**17.** Les affaires de l'Institut sont administrées par un conseil d'administration formé de neuf membres nommés par le gouvernement conformément à la présente section. ».

**6.** L'article 18 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 8° du premier alinéa, du suivant:

«9° les télédiffuseurs. ».

**7.** L'article 20 de cette loi est abrogé.

**8.** L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**9.** L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **26.** Les membres de l'Institut ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

**10.** L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **30.** Le quorum des séances de l'Institut est de cinq membres, dont le président ou le vice-président. ».

**11.** L'article 31 de cette loi est abrogé.

**12.** L'article 32 de cette loi est modifié par la suppression des mots « ou le secrétaire ».

**13.** L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « président, le vice-président ou le secrétaire, » par les mots « président ou le vice-président ».

**14.** L'article 34 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « le secrétaire et les autres » par le mot « les » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « du secrétaire et des autres » par le mot « des ».

**15.** Les articles 35 et 36 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **35.** L'Institut a pour fonctions de conseiller le ministre sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du cinéma.

« **36.** Il a également pour fonctions, dans le cadre de la politique du cinéma, de conseiller le ministre :

1° sur les orientations en matière de cinéma, le plan d'aide financière et les programmes proposés par la Société générale des industries culturelles ;

2° sur les projets de règlements du gouvernement ou de la Régie du cinéma.

L'Institut peut en outre effectuer des recherches et des études dans le domaine du cinéma.».

**16.** L'article 39 de cette loi est abrogé.

**17.** L'article 46 de cette loi est modifié par la suppression des mots «et de la Société».

**18.** La section V du chapitre II de cette loi est abrogée.

**19.** L'article 73 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 3°.

**20.** Les articles 92, 98, 115, 118 et 182 de cette loi sont modifiés par le remplacement des mots «de la Régie» par les mots «du gouvernement».

**21.** L'article 94 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots «et du gouvernement».

**22.** L'article 97 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «de la Régie, transmettre à celle-ci» par les mots «du gouvernement, transmettre à la Régie»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 7° du deuxième alinéa, des mots «de la Régie» par les mots «du gouvernement».

**23.** L'article 108 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «de la Régie, transmettre à celle-ci» par les mots «du gouvernement, transmettre à la Régie»;

2° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots «de la Régie» par les mots «du gouvernement».

**24.** L'article 109 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**109.** Le titulaire d'un permis de distributeur doit, dans les délais et aux conditions déterminés par règlement du gouvernement, investir dans la production de films québécois, au sens des normes édictées par règlement du gouvernement, un pourcentage du total des revenus bruts de distribution qu'il réalise annuellement au Québec.

Ce pourcentage est déterminé par règlement du gouvernement et ne peut être fixé à plus de 10 %.

**25.** L'article 114 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « de la Régie » par les mots « du gouvernement »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « La Régie » par les mots « Le gouvernement ».

**26.** L'article 168 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « La Régie peut également, » par les mots « Le gouvernement peut »;

2° par la suppression, dans le paragraphe 4° du premier alinéa, de « , après consultation de l'Institut, »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

« 11.1° établir des normes permettant de reconnaître des oeuvres comme films québécois; ».

**27.** L'article 171 de cette loi est abrogé.

**28.** Le titre de la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., chapitre S-10.01) est modifié par le remplacement des mots « de développement des industries de la culture et des communications » par les mots « générale des industries culturelles ».

**29.** L'article 1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant:

« À compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), cette compagnie est désignée sous le nom de Société générale des industries culturelles ou sous le sigle SOGIC. ».

**30.** Le premier alinéa de l'article 4 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe 1° du paragraphe *a*, de ce qui suit:

« 1.1° du cinéma; ».

**31.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 4, du suivant:

« **4.1** La Société exerce en outre les fonctions et pouvoirs qui lui sont conférés par la section III de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1). ».

**32.** L'article 5 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **5.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres dont un président et deux vice-présidents. Au plus deux des six autres membres sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes. Deux des membres du conseil sont nommés sur la recommandation du ministre des Communications ; les autres membres sont choisis après consultation du milieu du cinéma et des industries culturelles. » ;

2° par l'addition, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant :

« Les fonctionnaires nommés en vertu du premier alinéa n'ont pas droit de vote. ».

**33.** L'article 9 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, des mots « choisi par le conseil ».

**34.** L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « le vice-président » par les mots « les vice-présidents ».

**35.** L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **11.** Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président et des deux vice-présidents.

Les autres membres de la Société ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

**36.** L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « le vice-président » par les mots « l'un des vice-présidents ».

**37.** L'article 15 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot « domaine » des mots « du cinéma, ».



**38.** L'article 20 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe *d* du premier alinéa, du suivant :

« *d.1°* accorder une aide financière à une entreprise oeuvrant dans un domaine, autre que celui du cinéma, visé au premier alinéa de l'article 4; ».

**39.** Les articles 21 et 21.1 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **21.** Lorsque la Société est autorisée à accorder une aide financière en vertu du paragraphe *d.1°* du premier alinéa de l'article 20, elle établit le plan d'aide financière, les programmes et les critères d'attribution de cette aide et les soumet à l'approbation du Conseil du trésor.

« **21.1** À la suite de cette approbation, le ministre des Affaires culturelles ou le ministre des Communications, selon le cas, transmet à la Société les sommes destinées au domaine mentionné dans le plan d'aide financière.

« **21.2** La Société peut déterminer, par règlement, la forme des demandes d'aide financière qui lui sont adressées, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner ainsi que les autres conditions que doivent remplir les personnes qui désirent obtenir de l'aide financière. ».

**40.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **29.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales. À l'égard des matières contenues dans ce plan et relevant de la compétence du ministre des Communications, l'approbation du gouvernement est donnée sur la recommandation de ce ministre. ».

**41.** Le mandat des membres de l'Institut québécois du cinéma nommés sur la proposition du ministre en vertu de l'article 20 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) prend fin à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**42.** La Société générale des industries culturelles visée au troisième alinéa de l'article 1 de la Loi sur la Société générale des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.01) acquiert les droits de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) et en assume les obligations.

**43.** Les affaires pendantes à la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma sont continuées et décidées par la Société générale des industries culturelles.

**44.** Les membres de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma cessent d'être en fonction au plus tard à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**45.** Les membres du personnel de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) deviennent, sans autre formalité, des membres du personnel de la Société générale des industries culturelles.

**46.** Les dossiers et les autres documents de la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma sont transférés à la Société générale des industries culturelles.

**47.** Les crédits affectés à la Société générale du cinéma du Québec instituée par la Loi sur le cinéma, pour l'année financière 1987-1988, sont transférés, dans la mesure que le gouvernement détermine, à la Société générale des industries culturelles, pour la durée non écoulée de cette année financière.

**48.** Le Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois approuvé par le gouvernement par le décret 2518-83 du 6 décembre 1983 demeure en vigueur et est réputé avoir été édicté en vertu du paragraphe 11.1° de l'article 168 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1).

**49.** Dans toute loi, règlement, proclamation, arrêté en conseil, décret, contrat ou autre document, la dénomination « Société de développement des industries de la culture et des communications » est remplacée par la dénomination « Société générale des industries culturelles », à moins que le contexte ne s'y oppose.

**50.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.